

CONSULTATION NATIONALE des 6/18 ans 2021

unicef 
pour chaque enfant

SYNTHÈSE

LA JEUNESSE À BONNE ÉCOLE ?



Écoutons ce que les enfants ont à nous dire



Contributeurs

Agnès FLORIN

Professeur émérite en psychologie de l'enfant et de l'éducation, Université de Nantes

Jean-Michel GALHARRET

Statisticien à l'Université de Nantes

Cendrine MERCIER

Maître de conférence en Sciences de l'éducation et de la formation, Université de Nantes

Emmanuelle TOUSSAINT

Chercheur associé à l'université de Nantes, docteur en psychologie, psychologue, psychothérapeute

Omar ZANNA

Professeur de sociologie, Le Mans Université

Ces chercheurs font partie de **Enjeu[x] - Enfance et Jeunesse**, un programme de recherche pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales et santé porté par l'Université d'Angers, financé par la région Pays de la Loire et agréé par la MSH Ange-Guépin.



UNICEF France remercie l'ensemble des enfants, adolescent-e-s, élu-e-s, agents administratifs, enseignant-e-s, animateur-ice-s et bénévoles qui ont donné de leur temps pour que soit réalisée cette grande enquête de terrain.

UNICEF France, Comité français pour l'UNICEF
Association loi 1901 reconnue d'utilité publique
3, rue Duguay Trouin 75006 Paris
www.unicef.fr et www.myunicef.fr

Collaborations

La ZEP, zone d'expression prioritaire, dispositif média d'accompagnement des jeunes à l'expression via des ateliers d'écriture et de création de médias pour ses interventions auprès des jeunes de trois lycées.

Une classe du **lycée Carcado-Saisseval (Paris - 75)** et leurs professeurs Laurence Werner David et Armelle Mortgat.

Une classe du **lycée Angela Davis (Saint-Denis - 93)** et leur professeur Henri Lelorrain.

Une classe du **lycée Sainte-Marie Grand Lebrun (Bordeaux - 33)**, avec le soutien du comité UNICEF Aquitaine

Louiza Malki, photographe des ateliers en écoles, collèges et lycées.

Pour leur participation à des ateliers autour de la Consultation nationale : Ghislaine Laurent, CPE du **collège Thomas Mann de Paris**, et les élèves participants; Marthe Bordai, responsable du **pôle enfance et jeunesse de Saint-Thibault-des-Vignes**, les élèves de l'école élémentaire Pierre Villette et les équipes impliquées

Consultation menée avec le soutien du réseau des Villes amies des enfants, partenaires d'UNICEF France, et celui des comités territoriaux et délégations d'UNICEF France.

Septembre 2021

Directeur de la publication : Jean-Marie Dru

Rédacteur en chef : Étienne Maier

Coordination : Anaïs Justin et Julie Zerlauth

Rédaction de l'étude : Agnès Florin, Jean-Michel Galharret, Cendrine Mercier, Emmanuelle Toussaint, Omar Zanna

Illustrations : Louison

Conception graphique : BadyChurch.com

Traitement des données : SMSI

Impression : Estimprim

Dépôt légal : Septembre 2021

SOMMAIRE DE LA VERSION INTÉGRALE DU RAPPORT À RETROUVER SUR [UNICEF.FR](https://unicef.fr)



Introduction

Qui a participé à la Consultation nationale
des 6/18 ans ?

1. Éducation et apprentissages : des frontières floues entre l'école et le reste de la société

- 1.1 J'apprends aussi ailleurs qu'à l'école
- 1.2. Ce que j'aime plus ou moins à l'école et ce que j'aimerais y apprendre
- 1.3 Vers l'alphabétisation émotionnelle : école ou famille ?
- 1.4. Quelles conditions d'éducation et d'apprentissage à l'école et à la maison ?
- 1.5. Des soutiens inégaux pour apprendre
- 1.6. L'impact du milieu de vie

2. Les grands domaines de privation

- 2.1 La sociabilité, la santé et les activités font défaut en 2021
- 2.2 Plus d'un enfant sur quatre privé dans le domaine de la santé
- 2.3 Les privations impactent les apprentissages

3. Mes droits

- 3.1 La connaissance des droits et leur respect
- 3.2 Synthèse des principaux éléments

4. Ma vie de tous les jours

- 4.1 Le confort matériel à la maison
- 4.2 Bien chez soi mais pas forcément un endroit à soi
- 4.3 La technologie pour être connecté aux autres
- 4.4 Jeux, Internet, réseaux sociaux : la vigilance nécessaire des adultes
- 4.5 Une ouverture sur le monde encore trop liée aux ressources financières et au territoire
- 4.6 De l'importance des relations sereines avec les pairs
- 4.8 Je me sens reconnu(e)
- 4.8 Sécurité affective et relations aux adultes
- 4.9 « Ma sexualité est considérée et respectée »

5. Ma santé

- 5.1 Pas d'équilibre alimentaire pour plus de deux enfants sur dix
- 5.2 Plus de 4 enfants sur dix ne vont pas aux toilettes à l'école
- 5.3 Près de la moitié des enfants n'ont pas d'infirmière dans leur école
- 5.4 Des activités trop limitées pour les enfants porteurs de handicap
- 5.5 Plus de sept enfants sur dix parfois tristes ou cafardeux
- 5.6 Plus de la moitié des enfants inquiets du coronavirus
- 5.7 La propreté de l'environnement
- 5.8 Les pratiques à risque pour la santé des 13-18 ans
- 5.9 La prévention des risques insuffisante pour plus d'un quart des enfants et des jeunes
- 5.10 La sexualité reste un problème éducatif
- 5.11 Un jeune sur dix a tenté de se suicider
- 5.12 L'influence forte des contextes socio-environnementaux sur le bien-être et la santé

6. La vie des enfants selon le territoire

- 6.1 Habiter dans une ville grande ou moyenne : quels avantages ?
- 6.2 Habiter dans une petite ville ou un village : quels avantages ?
- 6.3 Santé des enfants et des jeunes selon le territoire

Synthèse

Les recommandations d'UNICEF France

Annexes

INTRODUCTION



Les enfants et les adolescents sont des acteurs sociaux qui ont beaucoup à nous dire de leur vie de tous les jours, de leurs conditions de vie domestique et familiale, de la manière dont ils appréhendent leur ville ou leur quartier, de leurs sociabilités amicales, de leur rapport à l'école, des associations et des clubs sportifs et culturels qu'ils fréquentent ou pas..., et, de façon plus générale, des différents espaces publics où ils peuvent s'exprimer. Dans la mesure où les informations disponibles au niveau national, à propos de l'opinion des enfants et des adolescents, sur ce qui concerne leur vie quotidienne sont encore peu nombreuses pour connaître leur point de vue, UNICEF France a, comme en 2013, 2014, 2016 et 2018, lancé une grande Consultation nationale des 6/18 ans. Cette initiative vise à enrichir la connaissance des adultes sur ce que veut dire être un enfant et un adolescent aujourd'hui en partant des propos des principaux concernés, tout simplement parce que les personnes les mieux placées pour parler et juger de ce qu'elles vivent sont les intéressés eux-mêmes. Partir directement de ce que pensent les représentants de ces catégories d'âge de leur vie constitue donc une réelle avancée.

Mais, au-delà de la connaissance plus fine des expériences vécues des jeunes générations, une consultation de cette envergure a aussi pour objectif de renforcer la participation citoyenne. Cette consultation part en effet du principe, édicté par la Convention internationale des droits de l'enfant, que les enfants et les adolescents ont un droit à être écoutés et entendus et qu'il est du devoir des adultes et des institutions de mettre ce principe en pratique.

Mieux connaître le point de vue des enfants et des adolescents sur les domaines de leur vie quotidienne, leurs droits, leurs difficultés, voire les privations qu'ils peuvent ressentir est indispensable, d'une part pour favoriser un plaidoyer en faveur de la réduction des inégalités et, d'autre part pour développer une aide à leur adresse afin d'assurer la protection dont ils ont besoin. Ainsi, le point de vue des enfants pourra être pris en compte dans l'élaboration des politiques publiques.

La consultation nationale des 6/18 ans 2018 avait traité des inégalités et des relations entre filles et garçons. Pour cette nouvelle édition de sa consultation nationale, UNICEF a souhaité porter une attention particulière à l'éducation et aux apprentissages des enfants et des jeunes.

2020 et 2021 ont été des années dévastatrices pour l'éducation dans le monde. La pandémie a mis à mal l'ensemble du système éducatif et par là même le droit fondamental à l'éducation. Les enfants et les jeunes en France n'ont pas été épargnés. Dans ce contexte mais aussi de façon plus large, comment peuvent-ils se projeter dans leur future vie d'adultes ? Qu'apprennent-ils à

l'école, avec leurs amis ou dans leur famille ? Est-ce qu'on leur donne les clés pour avoir confiance en eux, être créatifs, empathiques ou pour gérer leurs émotions ?

Une contribution massive : plus de 25 300 participant(e)s à 180 questions

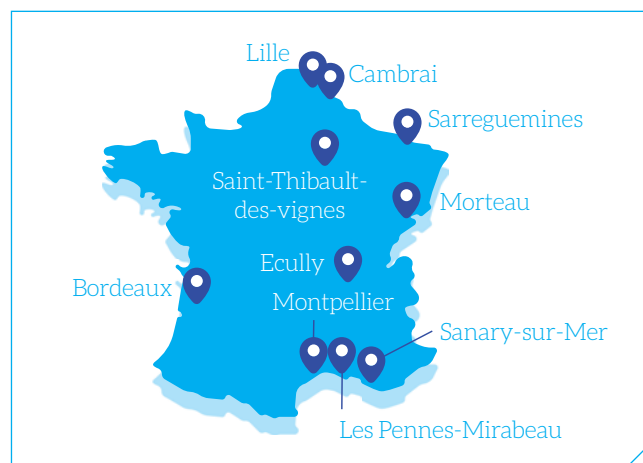
Cette Consultation nationale des 6/18 ans représente toujours un véritable défi méthodologique et d'autant plus en période de pandémie où les temps de confinement et d'école à la maison ont alterné avec le retour dans les établissements scolaires, dans des conditions souvent différentes des conditions habituelles : demi-classes, alternance de groupes, etc. S'y est ajoutée, toujours pour des raisons sanitaires, la fermeture, une partie de l'année des lieux d'accueil. Autant de freins potentiels à un tel exercice.

Malgré ces difficultés, la Consultation nationale des 6-18 ans, réalisée entre octobre 2020 et mars 2021, a été déployée sur l'ensemble du territoire français dans plus de 2400 villes, villages et intercommunalités, notamment dans des établissements scolaires (écoles, collèges, lycées), des centres de loisirs, maisons de jeunes mais aussi à domicile grâce à la plateforme en ligne. Ont ainsi été renseignés et reçus plus de 25300 questionnaires valides, dont 9200 en ligne et 16330 en version papier.

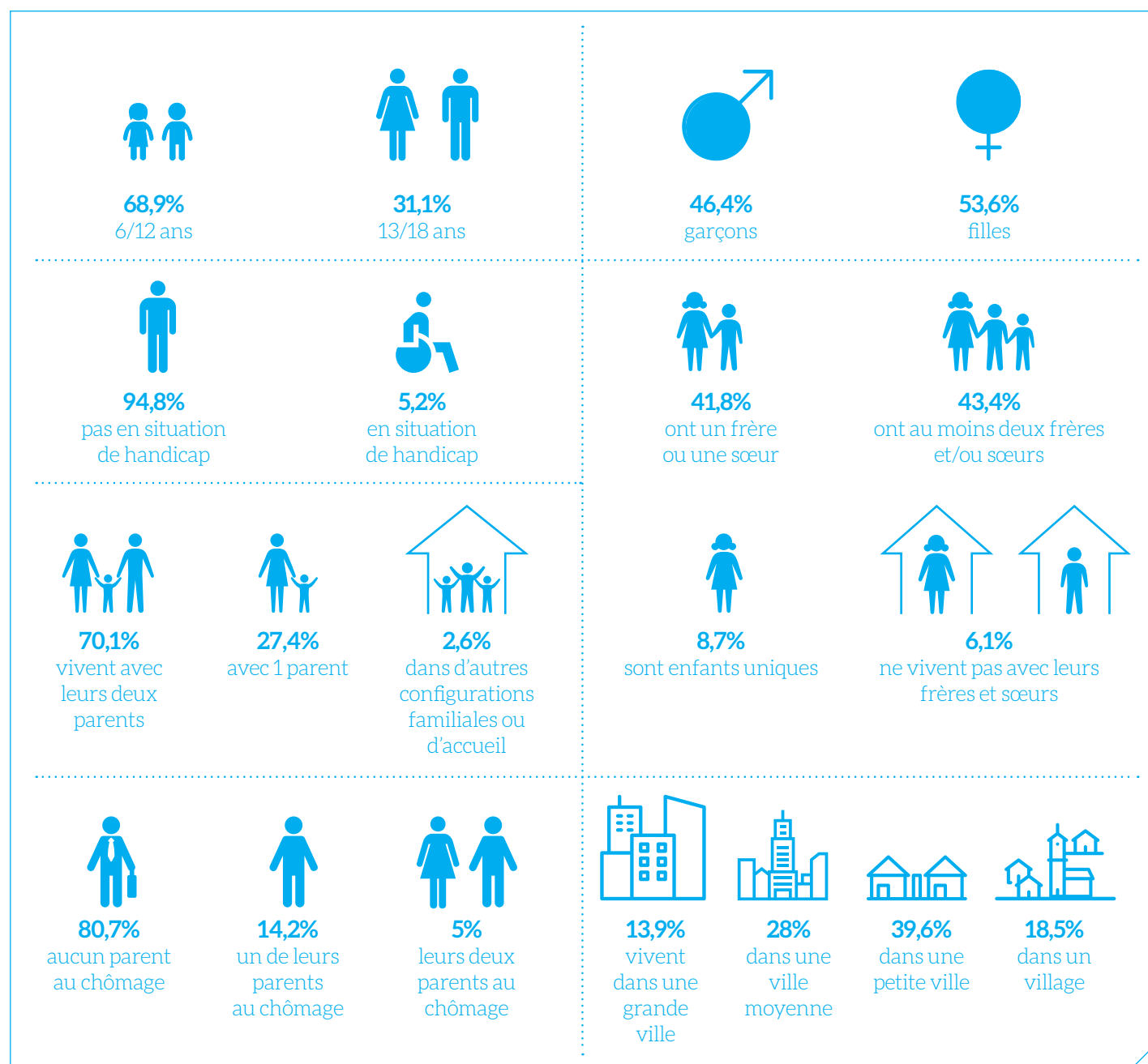
Grâce à un guide méthodologique, l'accompagnement d'adultes – enseignants, animateurs – aide les enfants, notamment les plus jeunes, à comprendre les questions posées, sans devoir pour autant influencer leurs réponses.

Afin de mieux appréhender le détail des analyses faites tout au long du rapport, retrouvez des remarques méthodologiques dans l'annexe 1 (p.80).

Le Top 10 des villes pour le nombre de questionnaires envoyés



QUI A PARTICIPÉ À LA CONSULTATION NATIONALE DES 6/18 ANS 2021?



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



5^e Consultation nationale UNICEF des 6-18 ans

La jeunesse à bonne école ? Ce sont les premiers concernés qui en parlent le mieux

En amont de la Journée nationale du refus de l'échec scolaire, UNICEF France publie aujourd'hui les résultats de sa 5^e Consultation nationale des 6-18 ans. Interrogés sur leurs droits tels qu'ils sont vécus au quotidien, avec une attention particulière portée à la perception de leur scolarité et de leurs apprentissages, ils sont plus de 25 300 enfants et jeunes, sur l'ensemble du territoire, à avoir répondu à 180 questions sur leur vie quotidienne.

Leurs réponses passionnantes ont été analysées par cinq chercheurs du programme Enjeu[x] – Enfance & Jeunesse de l'Université d'Angers. Illustré par la dessinatrice Louison, le rapport met en évidence qu'en matière d'apprentissages, les frontières entre l'école et le reste de la société restent floues. L'enfant apprend chez lui, avec ses amis, ses animateurs, sur Internet. Si cela s'avère complémentaire, cela nécessite que chacune de ces sphères puisse assurer ce rôle éducatif avec les meilleurs outils, les approches les plus adaptées à l'enfant et à ses besoins actuels et futurs.

De la peur de l'avenir

Le rapport est formel : les élèves aiment et ont envie d'apprendre et ils ont aussi à cœur de développer des compétences pour la vie, pour leur avenir.

Pourtant, près d'un tiers d'entre eux est angoissé de ne pas réussir à l'école et plus d'un enfant sur deux est angoissé de ne pas réussir dans la vie. D'après l'analyse, cette peur de l'échec renvoie à un manque de sens donné aux apprentissages. Par la seule contribution de l'institution scolaire, les enfants et les jeunes estiment ne pas être suffisamment armés pour aborder leur avenir sereinement.

Seul un enfant sur deux estime que l'école lui apprend vraiment des choses pour plus tard. Les 13-18 ans sont les moins optimistes en la matière.

Pour les jeunes interrogés, c'est donc la famille qui accompagne mieux le chemin vers la vie d'adulte. **85.2 % des enfants valorisent le milieu familial en matière d'apprentissage.**



1. Forum économique mondial - Rapport the Future of Jobs - 2017



Des compétences pour la vie

Les enfants et les jeunes ont pressenti leurs futurs besoins en compétences et ils l'affirment, ils veulent s'ouvrir sur le monde et sur leur futur. Faire la cuisine, parler une autre langue, parler de sexualité, apprendre un métier, faire de l'informatique ou de la vidéo, avoir des amis... ces besoins signent une volonté de développer des compétences utiles et utilisables tout au long de la vie, c'est-à-dire des « compétences pour la vie », qui ont disparu de la plupart des filières d'enseignement (hors enseignement professionnel). D'autant que « 65 % des enfants qui entrent à l'école primaire aujourd'hui finiront par occuper des emplois totalement nouveaux qui n'existent pas encore »¹. Il y a alors lieu de s'interroger dès aujourd'hui sur la manière d'anticiper et de précéder ces besoins futurs avant qu'ils ne deviennent des lacunes ou des handicaps.

De la prise en compte de l'alphabétisation émotionnelle et de l'éducation sexuelle

Parmi ces compétences indispensables, développer l'alphabétisation émotionnelle s'avère essentielle.

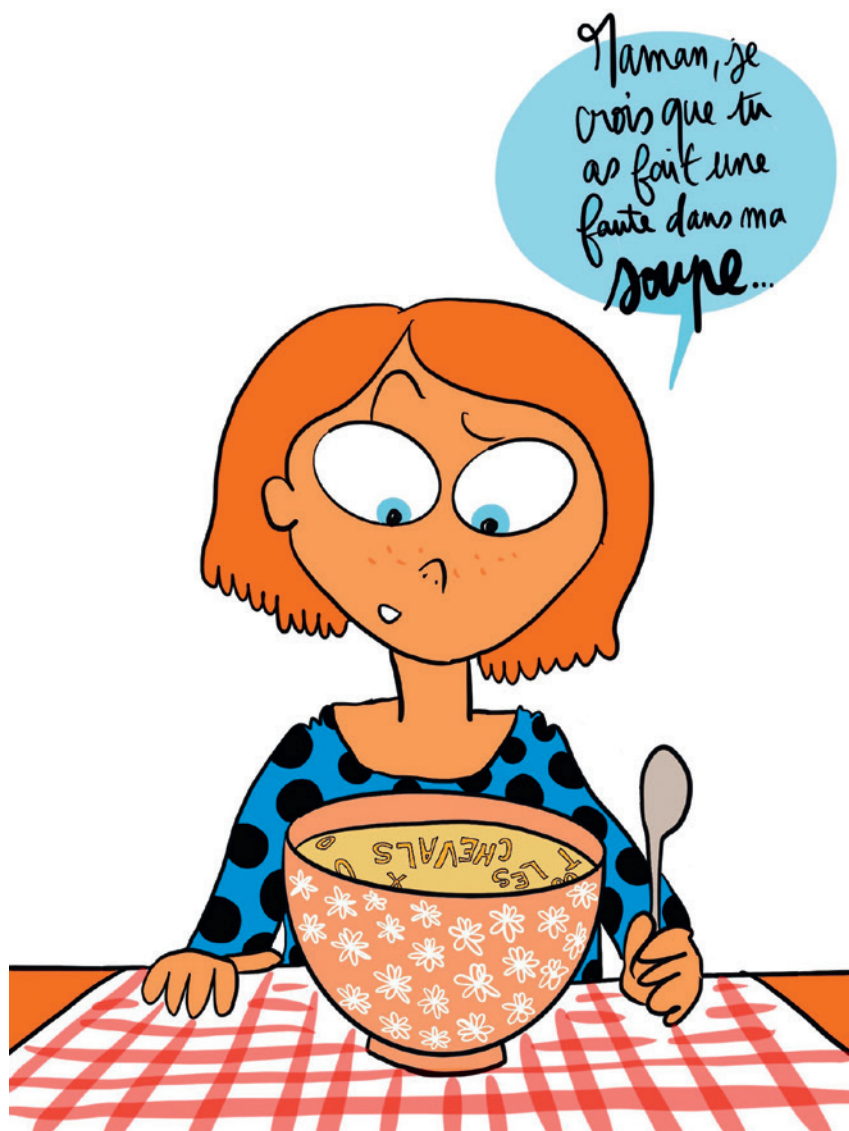
Or, d'après l'étude, c'est bien la famille qui prend la main dès lors qu'il est question d'alphabétisation émotionnelle et plus largement d'éducation aux compétences psychosociales.

Les enfants peuvent certes aiguïser leur curiosité ou à se soucier de l'autre dans toutes les sphères qu'ils fréquentent : à l'école, à la maison. Pourtant, ils l'affirment, c'est surtout le milieu familial qui semble autoriser la créativité (90 % pour la famille contre 83,2 % pour l'école) ou qui est plus propice à apprendre à reconnaître et exprimer les émotions (85,9 % pour la famille contre 74,9 % pour l'école).

L'école n'est pas (encore) le lieu où les adolescents peuvent trouver des réponses à leur questionnement existentiel, charnel, sexuel et amoureux. C'est en effet encore et toujours davantage au sein de la famille (71,4 % de réponses positives) et non à l'école (49,3 % de réponses positives) que les adolescents peuvent poser des questions relatives aux relations affectives/amoureuses et sur la sexualité. La sexualité reste donc un problème éducatif. Seule un peu plus de la moitié des répondants ont reçu « au moins une séance d'éducation à la vie affective et sexuelle chaque année en classe ». Ce taux donne à voir le peu de place qu'occupe la thématique de la sexualité au collège et au lycée.



2. Bruner, A. et Maurin L. dir. (2021). Rapport sur les inégalités en France. Observatoire des inégalités, juin.



La famille, source de tous les apprentissages ?

Ajouté à un environnement propice, l'accompagnement familial favorise donc les nouveaux apprentissages mais qu'en est-il quand toutes les conditions ne sont pas réunies ? **L'importance grandissante du rôle de l'accompagnement familial creuse fortement les inégalités, particulièrement pour les élèves issus de milieux populaires.**

Comme les éditions précédentes des Consultations nationales l'avaient déjà mis en exergue depuis 2013, **les privations des enfants en France restent fréquentes (70,6 % des enfants sont concernés par au moins un type de privation) et touchent**, pour plusieurs types d'entre elles – activités, sociabilité amicale ou santé – **jusqu'à un tiers des enfants et des jeunes interrogés.** Et l'on peut penser que **la pandémie et les confinements successifs ont aggravé leurs conditions de vie.**

Les privations, quelles qu'elles soient, ont un impact négatif sur ce que les enfants et les jeunes déclarent apprendre et sur leurs conditions d'apprentissage. Elles pèsent davantage sur l'éducation à la maison que sur l'éducation à l'école. Or :

- 5 % des enfants et des jeunes ne peuvent jamais être aidés pour faire leurs devoirs
- 23,8 % des enfants et des jeunes n'ont pas accès à un ordinateur ou une tablette pour faire leurs devoirs
- 2,7 % n'ont jamais et 4,8 % n'ont que rarement pu continuer à travailler et faire leurs devoirs chez eux pendant le confinement
- plus les enfants rendent compte d'une alimentation équilibrée (nombre de repas par jour, apport en protéine...) et plus ils considèrent qu'ils apprennent à développer leurs compétences psychosociales et transversales, à l'école et en particulier en dehors, dans la famille.

Cela n'est évidemment pas sans conséquence. **Ainsi, les élèves issus des milieux populaires seraient par conséquent plus nombreux à faire l'objet du décrochage scolaire (28 % contre 7 % pour les enfants de cadre en 2010).** Phénomène que l'enseignement à distance, imposé par le confinement, lié à la Covid19 en 2020 et 2021, aura non seulement révélé, mais également aggravé (Bruner et Maurin 2021²).



L'école, un lieu sécurisant pour apprendre sereinement ?

Le contexte quotidien dans lequel les enfants et les jeunes évoluent joue évidemment un rôle considérable dans leur éducation et les conditions d'apprentissages dont ils bénéficient. Pourtant :

- 12 % des enfants et jeunes considèrent que leur école est en « mauvais état » (9,4 %) ou « Très mauvais état » (2,6 %)
- 26,90 % des enfants indiquent ne pas avoir un adulte de confiance à qui se confier si besoin au sein de leur établissement scolaire.
- Un enfant sur dix (10,40 %) indique être « souvent » ou « de temps en temps » concerné par le harcèlement.

Or, plus le mal-être de l'enfant est grand et la consommation de substances psychoactives est importante, moins la perception des enfants concernant les divers apprentissages réalisés à l'école et hors de l'école est positive.

Être victime de violence a des répercussions en termes de perte d'estime de soi, d'anxiété et peut altérer la santé mentale, en faisant le lit de dépressions, phobies sociales... autant de facteurs de vulnérabilités entravant les apprentissages réalisés dans le contexte extérieur à la famille.

« Cette nouvelle Consultation montre qu'en matière d'éducation, il reste de nombreux défis à relever et que l'urgence est de remédier aux écarts d'apprentissage que cette pandémie a creusés. État, parents, enseignants, acteurs éducatifs locaux, il nous appartient de nous rallier à la cause des enfants et des jeunes avec ce sentiment d'urgence, afin de créer pour eux des possibilités d'animer leurs rêves et de les épauler à chaque étape de leur vie », appelle **Ann Avril, directrice générale adjointe d'UNICEF France.**



PAROLES DE JEUNES

En parallèle de la Consultation nationale des 6-18 ans 2021, UNICEF France et l'association La ZEP (Zone d'Expression Prioritaire) ont organisé une série d'ateliers d'écriture sur le thème du droit à l'éducation auprès de 3 classes de lycéens.

Les textes qui en sont issus sont des témoignages forts dans lesquels les jeunes livrent leurs sentiments de réussite ou d'échec, leurs perspectives sur la vie professionnelle, sur leurs relations avec leur entourage et leurs pairs, mais aussi sur les discriminations et violences vécues...

Nous avons sélectionné ci-dessous quelques extraits de ces récits individuels qui résonnent fortement avec les conclusions issues de la Consultation nationale.

Les textes complets sont réunis au sein du recueil « Droits devant » disponible en téléchargement libre sur le site de La ZEP : <https://zep.media/>

Ma réussite, mon échec

« On me l'a souvent dit, ma famille ou cette prof de troisième : je ne réussirais jamais avec le gros poil que j'ai dans la main. Quand on vous le rabâche, sans cesse, plus d'autre choix que d'y croire. Cette méthode n'est pas efficace sur moi. »

Sam, 15 ans, Paris

« Je pense que tant que l'envie est là, tous les jeunes des cités peuvent réussir, avec ou sans aide. Mais il devrait y avoir des aides quand même parce que, compter sur soi-même ou sur sa famille pour réussir... ça ne suffit pas ! »

Nadia, 18 ans, Saint-Denis

« Si on a des mauvaises notes, ils vont nous réorienter. Et qui dit réorienter dit souvent « pro ». Or, si certains profs prenaient vraiment le temps de nous faire comprendre, on n'aurait sûrement pas les mêmes notes et les mêmes appréciations qui nous suivront dans le futur. Pour moi, la compréhension est plus importante que les notes. »

Cana, 15 ans, Aubervilliers

« Je suis donc arrivée en France à 13 ans. J'ai dû quitter tout ce que j'aimais. C'était dur et je n'avais alors qu'un seul objectif : réussir ma vie. »

Kisha, 19 ans,
Saint-Denis

« [Dans le privé], le programme n'était pas le même qu'en général. Nous avions des cours de découverte professionnelle, qui nous ont appris et fait découvrir beaucoup de choses sur le monde professionnel. Nous faisions des fiches métier, tel qu'infirmier, et on faisait un résumé : quelles études faire, les revenus... On réunissait tout un tas d'informations pour en apprendre plus sur le monde qui nous attend. J'ai beaucoup aimé ces cours, car ça m'a permis de mûrir et de réfléchir à ce que je veux faire plus tard et à mieux me préparer pour l'avenir. »

Pablo, 16 ans, Paris

L'éducation face aux discriminations

« J'en ai marre que les facs et les BTS de Paris qui voient les dossiers et les lettres de motivation du 93 les refusent immédiatement sans les lire et sans nous connaître. Ils ne jugent pas les jeunes du 93 par leurs capacités. Ils les jugent parce qu'ils viennent de Seine-Saint-Denis. »

Massita, 20 ans, Saint-Denis

« Je comprends que certaines pathologies soient bizarres, mais j'ai envie de réussir ma scolarité et d'accomplir mon projet professionnel. Alors oui j'ai des absences, mais je ne le choisis pas. Je ne choisis pas de me faire opérer, je ne choisis pas de me réveiller en pleine nuit avec des douleurs horribles et d'être obligée de partir aux urgences, je ne choisis pas ma maladie. Mais quand je suis en cours, je fais de mon mieux pour me concentrer et comprendre toutes les notions expliquées. Alors remarquez ce que je fais pour réussir. »

Charlotte, 16 ans, Paris

Les enseignants, la famille : soutiens ou obstacles ?

« Grâce à l'aide de mon professeur, j'ai pu trouver une filière qui me correspondait et un établissement proche de chez moi. »

Aliou, 18 ans, Saint-Denis

« Parfois, quand on pose une question à certains profs, ils nous répondent comme si c'était évident, comme si nous étions bêtes. Ils ne nous expliquent pas bien, avec des mots compliqués, ils n'arrivent pas à se mettre à la place de l'élève. La fois d'après, on n'ose pas forcément poser des questions. »

Cana, 15 ans, Aubervilliers

« Ils m'ont toujours dit qu'ils m'enviaient d'aller à l'école, car ils n'ont jamais eu cette chance. Mon père a arrêté l'école très tôt et s'est reconverti en tant que peintre en bâtiment. Tandis que ma mère a pu étudier mais très peu, jusqu'au lycée. Elle a dû arrêter pour travailler avec ma grand-mère, à l'âge de 16 ans, dans l'entreprise familiale. (...) Je vois bien qu'ils peinent à me payer cette éducation. C'est à peu près 2 000 euros l'année et ça pèse sur leurs économies. Ils me font souvent la morale pour que je travaille, pour avoir un métier avec des revenus confortables. Je ne sais pas quoi en penser. Est-ce que je dois me réjouir d'aller apprendre ? Est-ce que je devrais avoir de supers notes afin de les rendre fiers ? Ou bien dois-je m'inquiéter pour eux, même si je suis reconnaissant en voyant tout ce qu'ils font pour moi ? »

Loukas, 17 ans, Paris

« Ça aide énormément d'avoir des relations avec les profs. Tu arrives en cours, t'es pas là à te dire : « Vas-y je vais l'écouter parler pendant cinquante-cinq minutes. » Non, t'y vas aussi parce que tu es à l'aise dans la classe, avec la prof, et tu sais que le cours ne sera pas basé sur le silence absolu, et qu'elle arrivera à te faire rire ou à te taquiner. »

Lou, 16 ans, Paris

« Elle me demande si je compte continuer mes activités extra-scolaires, je lui dis « oui sauf le piano ». Elle me regarde hyper mal, comme d'hab quoi... « Tu ne discutes pas, de toute façon c'est moi l'adulte ici, tu vas continuer le piano un point c'est tout. » J'étais choquée de ouf. Même si c'est ma mère, je fais ce que j'ai envie de faire et, par surprise, une petite voix me dit de lui répondre, ce que je ne fais jamais à la base. « Non j'ai décidé d'arrêter, un point c'est tout. Bien que tu sois l'adulte, j'ai quand même le droit de faire des activités que j'aime, nan ? ! »

Hybride, 15 ans, Paris

« Mes oncles, mes tantes, tout le monde me regardait comme un raté, ils disaient à leurs enfants :

« Regarde, travaille si tu veux pas finir comme Aymen. » Je faisais semblant de ne pas écouter, alors qu'au fond de moi j'étais au plus mal. Alors j'ai baissé les bras. (...) Aujourd'hui, je compte faire une licence de LEA (langues étrangères appliquées) pour travailler en entreprise ou être journaliste. C'est une filière qui me plaît, alors j'essaie de me donner à fond, même si personne ne croit en moi. Ce n'est pas parce qu'on passe en pro que tout est fini : il y a toujours un espoir, une petite porte qui brille au fond d'un couloir d'épreuves. »

Aymen, 18 ans, Saint-Denis

Autonomie et droit à la participation

« J'ai lu quelque part que tu grandis et apprends dans la société qui t'éduque. Moi dans la mienne, tu ne parles pas, tu apprends, apprends, apprends, et tais-toi. Alors qu'on a plein de choses à dire et à exprimer, nous, les jeunes qui avons grandi dans des milieux où les seules règles sont celles de la jungle. »

Hercule, 16 ans, Paris

« Notre société a fixé un âge qui est associé à la « maturité ». Il faut attendre 18 ans pour être capable de faire des choix, voter, se gérer... Mais il faudrait commencer à nous prendre au sérieux. (...) Si les parents ne nous donnent pas ces occasions de montrer notre autonomie, elle ne peut pas se créer. »

Louisa, 16 ans, Paris

SYNTHÈSE



Cette 5^{ème} Consultation nationale des 6/18 ans avait pour ambition de creuser particulièrement la thématique de l'éducation et des apprentissages. Elle s'est déroulée dans un contexte exceptionnel de pandémie, ce qui n'était évidemment pas anticipé initialement. Les résultats s'en trouvent donc imprégnés et forcément impactés. Que ressentent les enfants et les jeunes en 2021 quand on leur demande leur avis sur la façon dont ils vivent leur éducation, leur quotidien, mais aussi leur relation à l'autre, pair ou adulte ? Si ce vécu est globalement positif dans notre pays, il n'en reste pas moins essentiel de prendre en compte un certain nombre d'alertes émises par les enfants et les jeunes les plus vulnérables.

• L'école et la famille : deux instances de socialisation complémentaires

Dès qu'il est question d'apprendre, école et famille sont plébiscitées à plus de 88 %, avec néanmoins des différences entre les deux instances. L'école est, moins que la famille, le lieu de la créativité et de l'éducation émotionnelle, mais davantage celui de la rigueur explicative et démonstrative. C'est donc toujours et encore la sphère familiale qui prend la main dès lors qu'il est question d'alphabétisation émotionnelle, et plus largement s'agissant du développement des compétences sociales et relationnelles, et de la capacité à apprivoiser et à socialiser ses émotions.

• L'éducation en période de pandémie

L'enquête a été réalisée à la suite du premier confinement avec des enfants du premier (primaire) et du second degré (collège/lycée). La continuité pédagogique proposée à l'ensemble des élèves de France a permis à une grande majorité d'élèves de poursuivre les apprentissages à domicile. Un chiffre clé souligne cependant que 6,6 % de l'échantillon ont très peu bénéficié de cette continuité pédagogique. Cette rupture s'explique en grande partie par le manque de soutien et d'appui scolaires à domicile, mais surtout par les différences de structure familiale. En effet, les enfants vivant avec leurs deux parents déclarent poursuivre plus régulièrement les enseignements à distance (76,5 %) que les enfants vivant avec un seul parent (67,8 %). Le sexe semble avoir un effet sur la poursuite des activités d'apprentissage à domicile et le taux de réponses positives est plus important pour les filles que pour les garçons. Les jeunes se déclarant en situation de handicap ou présentant une maladie chronique (filles et garçons) indiquent, pour quelques-uns d'entre eux (10,5 %), un taux de participation à la continuité pédagogique moins important que les autres enfants.

• Des situations de privations en augmentation

La proportion d'enfants et de jeunes déclarant des privations est en augmentation depuis la précédente Consultation de 2018 dans plusieurs domaines ; activités, sociabilité amicale, santé. *Le chômage parental* est la variable la plus pénalisante : le fait d'avoir un parent au chômage, et encore plus d'avoir ses deux parents au chômage impacte la vie des enfants dans tous les domaines. Les enfants de *familles monoparentales* (dont on sait par ailleurs que leur taux de pauvreté est 2,4 fois plus élevé que celui de la population totale) sont désavantagés par rapport à ceux qui vivent avec leurs deux parents.

• Un enfant sur dix est victime de harcèlement

Le taux de 10 % d'élèves se déclarant en insécurité ou harcelés à l'école reste assez stable par rapport aux précédentes enquêtes (UNICEF, 2018). Il faut souligner que ce taux est dépendant de la déclaration des élèves qui « osent » répondre qu'ils vivent une situation de harcèlement et 883 élèves ne savent pas répondre à cette question sur le harcèlement. L'enquête apporte des informations complémentaires à ce taux de 10 % en lien avec le sexe des élèves. En effet, les filles se sentent un peu plus en sécurité (0,25 plus de chance) que les garçons à l'école. Cette différence, bien que significative, est en baisse par rapport à la Consultation nationale de 2018.

• Un écart préjudiciable entre besoins de soins et réponses mises en œuvre

Les résultats de l'étude mettent en évidence qu'un certain nombre d'enfants/adolescents ont besoin de recevoir des soins, y compris pour des souffrances psychiques. Cela a un impact sur leurs apprentissages.

La crise COVID-19 est, à cet égard, venue amplifier et mettre en lumière les limites des moyens existants en termes de soins (dont les soins psychiques). Est ressorti également de façon prépondérante l'impact de la situation familiale sur la souffrance psychique, les violences sexuelles, et la consommation de produits psychoactifs. Dans un objectif de prévention de la santé mentale (et du fait des liens étroits entre dégradation de la santé mentale, consommation de substances psychoactives et suicide), ces résultats soutiennent la nécessité d'intervenir en amont, en renforçant les facteurs de protection individuels (développement des compétences psychologiques et sociales, soutien à la parentalité) avec des effets attendus à moyen et long terme.

¹ <https://www.education.gouv.fr/la-loi-pour-une-ecole-de-la-confiance-5474>

• L'école, l'un des milieux de vie fondamentaux pour la prévention

Les résultats le démontrent, les enfants et les jeunes ne bénéficient pas tous aujourd'hui d'environnements favorables à leur santé. La vulnérabilité familiale est une cause majeure (impact de la précarité sur la santé mentale, équilibre alimentaire non atteint pour plus de deux enfants sur dix, plus d'un enfant sur 5 ne va pas régulièrement chez le dentiste...). Mais les failles sont aussi ailleurs : seule la moitié des enfants affirme qu'il y a une infirmière dans leur école, à peine plus d'un sur deux a pu bénéficier des séances obligatoires d'éducation à la vie sexuelle et affective depuis le début de sa scolarité, 53,8 % seulement jugent que les toilettes de leur école sont propres et plus de 57,4 % se retiennent d'y aller toute la journée... Les chiffres sont éloquentes et appellent la nécessité de la mise en œuvre d'actions concertées à l'échelle du territoire.

• Écouter les enfants pour les éduquer au monde des NTIC

Les NTIC font désormais partie du paysage des plus jeunes et constituent de fait une 4^{ème} sphère de socialisation, après la

famille, l'école et le groupe de pairs. Pour les jeunes, être connecté aux autres, c'est avant tout être dans le monde, y jouer sa partition, autrement dit, c'est apprendre à être pleinement soi. Et contrairement à ce que l'on peut parfois entendre, ils sont majoritairement conscients des dangers des réseaux sociaux. Il est donc essentiel de faire confiance aux enfants, mais il convient de ne pas négliger pour autant une vigilance permanente et un accompagnement des adultes, familles ou acteurs éducatifs pour informer, mais aussi alerter ou stopper.

• L'impact des territoires sur la vie des enfants et des adolescents

Si habiter dans une grande ville offre des avantages pour l'accès à des services (culturels, sportifs, de santé), le village ou la petite ville représentent des avantages dans plusieurs domaines : respect des droits, sentiment de sécurité et moins de harcèlement à l'école, sûreté des déplacements pour aller à l'école ou pour les activités périscolaires, moindre violence, plus de facilité d'accès à des professionnels de santé de proximité, moindres risques de santé. ///



RECOMMANDATIONS D'UNICEF FRANCE



1. Apprendre et s'épanouir : favoriser un environnement scolaire et familial propice au bien-être et aux apprentissages et faciliter la continuité éducative.

Pour garantir l'effectivité du droit à l'éducation, les enfants, quels que soient leurs origines et milieux de vie, doivent accéder à l'école et y réussir, même en temps de crise. Les temps scolaires, périscolaires, extrascolaires et en famille doivent permettre l'apprentissage de compétences pour la vie et favoriser l'accès à l'ensemble des droits.

UNICEF France recommande :

- De s'assurer que les temps éducatifs des enfants et des jeunes leur permettent de **développer la plus large palette de compétences pour la vie**, complémentaires et essentielles à la réalisation de leurs droits, au-delà des savoirs fondamentaux¹
- de favoriser le **décloisonnement de l'éducation**, en facilitant les instances de dialogue et de co-élaboration d'une cohérence éducative et d'une continuité d'apprentissages entre l'ensemble des acteurs éducatifs : école, péri et extrascolaire, familles..., et ce jusqu'à 18 ans.
- de **rendre les temps périscolaires et extrascolaires accessibles à tous les enfants et adolescents**, y compris les plus vulnérables. Les freins administratifs à l'inscription devront être levés et les tarifs adaptés aux ressources financières des familles.
- que la **journée de l'enfant soit harmonisée et pensée en termes de rythme biologique** et que le bien-être soit au cœur des projets pédagogiques.
- d'évaluer et de **développer les initiatives favorisant la mixité sociale** au sein des établissements scolaires.
- **d'investir plus pleinement le champ du numérique éducatif** pour tous les acteurs de l'éducation afin d'accompagner l'acquisition de compétences, les doter en matériel adapté, et veiller à la sécurité des enfants et des jeunes grâce à l'accompagnement des pratiques.
- En cas de crise, de **ne procéder à la fermeture des écoles qu'en dernier recours** et, dans ce cas, de porter une attention toute particulière aux enfants et jeunes les plus vulnérables.

1. voir annexe 3 p.91 sur la typologie OMS et UNICEF des compétences

2. Bien-être et santé mentale : se sentir bien pour apprendre et apprendre à se sentir bien

L'ensemble des acteurs éducatifs (enseignants, éducateurs, animateurs, familles...) a un rôle important à jouer dans le développement des compétences psychosociales des enfants et des jeunes, la prévention sur les questions de santé notamment de santé mentale, et la réponse aux besoins des enfants et des jeunes.

UNICEF France recommande :

- ➔ de faciliter la **formation continue** des acteurs de l'éducation pour les accompagner dans le développement des compétences psychosociales et le bien-être des enfants et des jeunes et les sensibiliser aux systèmes d'alertes ou de signalement des enfants et des jeunes en souffrance.
- ➔ de créer un **maillage territorial** permettant une **concertation** des différents acteurs engagés auprès des enfants et adolescents pour améliorer les réponses apportées à leurs besoins de santé et leur protection, en particulier auprès des jeunes et familles les plus vulnérables, afin de lever les entraves à leurs apprentissages.
- ➔ de **renforcer l'offre de santé, de prévention et de soins** proposée au sein des parcours de santé scolaire, des services municipaux de santé, des actions de dépistage et de sensibilisation des programmes de réussite éducative, ou encore des offres d'accompagnement à la parentalité petite enfance, enfance et adolescence.
- ➔ que chaque enfant et jeune puisse avoir accès à une **information de qualité** sur la vie affective et sexuelle, et notamment sur la notion de consentement.
- ➔ que **les enfants et les jeunes apprennent dans les meilleures conditions matérielles, propices à leur bien-être, à leurs apprentissages et à leur sécurité**. Un accent particulier devra être mis sur le bâti, l'aménagement et l'entretien des écoles (dont les toilettes) et la qualité de l'alimentation.
- ➔ de porter une attention particulière aux **besoins en santé mentale et en sociabilité** des enfants et des jeunes en cas de rupture scolaire (fermeture d'école, décrochage). Pour les élèves et les familles les plus vulnérables, des tiers-lieux peuvent aussi permettre un accompagnement psycho-social, en collaboration avec les collectivités et les associations locales.

3. S'informer, s'exprimer et agir : permettre à chaque enfant et chaque jeune de connaître et d'exercer ses droits au cœur des temps éducatifs

La connaissance des droits de l'enfant reste largement insuffisante en France, ce qui nuit à leur effectivité, et notamment à celle du droit à la participation. Il faut permettre aux enfants et aux jeunes de participer davantage aux prises de décision à l'école et dans chacun de leurs temps éducatifs.

UNICEF France recommande :

- ➔ d'**intégrer plus explicitement les droits de l'enfant** à la fois dans la formation des acteurs de l'éducation, dans le socle commun de connaissances, de compétences et de culture, dans les projets éducatifs de territoire, et de faciliter la mise à disposition de ressources pédagogiques sur la Convention internationale des droits de l'enfant afin de s'assurer une connaissance systématique et effective de leurs droits par tous les enfants.
- ➔ de **prioriser et d'accompagner les instances formelles de participation des enfants et des jeunes en temps scolaire, périscolaire et extrascolaire** par la mise à disposition de moyens humains et matériels (lieu de rencontre, budget), par des temps régulièrement organisés avec les décideurs, et par la formation à la méthodologie de projet pour les équipes encadrantes et les enfants.
- ➔ de **développer des moments dédiés à l'écoute et l'échange avec les enfants sur l'ensemble des temps éducatifs** afin de favoriser le sentiment de confiance des enfants, leurs compétences et leur faculté à agir dans leur environnement proche, ainsi que la capacité des adultes avec qui ils interagissent de prendre en compte leur avis.

